

**COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

Budget 2022-2023 : des mesures agroalimentaires positives, mais en deçà des besoins

Longueuil, 22 mars 2022 – L'Union des producteurs agricoles (UPA) accueille positivement les mesures agroalimentaires du discours sur le budget 2022-2023. Toutefois, ces dernières sont en deçà des besoins, notamment en matière d'agroenvironnement.

« Depuis plusieurs années, les agriculteurs du Québec réclament des investissements publics supplémentaires en agroenvironnement. Les sommes dévolues au Plan d'agriculture durable, annoncé en 2020, représentaient un pas dans la bonne direction. La bonification du programme de rétribution des pratiques agroenvironnementales sera aussi bien accueillie. Mais il faudra aller plus loin pour réussir le virage écologique souhaité par tous », a déclaré le président général de l'UPA, Martin Caron.

Parmi les mesures positives dans le discours sur le budget, signalons que le gouvernement du Québec prévoit 627 M\$ sur cinq ans pour « poursuivre l'essor du secteur bioalimentaire », en assurant la poursuite d'initiatives dans le cadre de la Politique bioalimentaire 2018-2025, en appuyant des mesures pour atténuer la rareté de main-d'œuvre et en bonifiant l'enveloppe budgétaire du Programme Investissement Croissance de la Financière agricole du Québec. Le gouvernement du Québec prévoit aussi :

- hausser la capitalisation de Capital Financière agricole;
- sécuriser les approvisionnements en propane;
- bonifier le programme de rétribution des pratiques agroenvironnementales;
- venir en aide aux producteurs en zone littorale pour se conformer aux normes;
- bonifier l'aide financière octroyée au Pôle d'expertise du lac Saint-Pierre.

Soulignons toutefois que la majeure partie de ces investissements ont fait l'objet d'annonces ces dernières années. Il s'agit de dépenses étalées dans le temps qu'il importe d'officialiser annuellement dans le budget. Sur les 627 M\$ sur cinq ans, on peut véritablement parler d'environ 59 M\$ en argent neuf.

« La bonification du programme de rétribution des pratiques agroenvironnementales est une très bonne nouvelle. D'autres mesures seront aussi bien accueillies. Mais il reste que dans l'ensemble, le soutien gouvernemental au secteur agricole ne permet pas un développement optimal, surtout dans le contexte actuel d'incertitude et de très grande volatilité. Ces dix dernières années, les transferts budgétaires ont globalement diminué. Le gouvernement québécois peut et doit en faire plus au regard, notamment, de l'agroenvironnement et de la gestion des risques, car les besoins sont grands », a conclu Martin Caron.

— 30 —

Renseignements :

Jessica Blackburn

Chargée des relations de presse et des réseaux sociaux, UPA

450 679-0540, poste 8415 | 418 540-0638 | jblackburn@upa.qc.ca